

ment est d'empêcher un recours à la force armée en trouvant une solution paisible du présent conflit d'intérêts en Europe centrale, laquelle serait acceptable à tous les intéressés. Le gouvernement du Royaume-Uni a entrepris cette tâche avec un courage et une perspicacité dont tout le peuple canadien lui sait gré.

S'il arrive, malheureusement, que les efforts de ce gouvernement et d'autres en vue de maintenir la paix en Europe centrale n'aboutissent à rien, il deviendra nécessaire pour les gouvernements et les parlements de tous les pays concernés soit directement ou indirectement, d'arrêter la ligne de conduite qu'ils entendent suivre. Le Gouvernement canadien, tenant compte de toutes les éventualités, sera prêt, le cas échéant, conformément à l'assurance qu'il en a souvent donnée au Parlement, à convoquer immédiatement le Parlement et à lui soumettre ses vœux à cet égard. Entre temps, nous sommes d'avis, eu égard à notre connaissance des faits, que toute discussion publique des mesures à prendre dans certains cas hypothétiques serait opposée aux intérêts de la paix ou de l'unité canadienne ou de celle du Commonwealth. On a dû constater que le gouvernement du Royaume-Uni, connaissant la situation et cherchant à maintenir la paix, a cru bon de bien peser, à ce stade, ses déclarations publiques au sujet de l'attitude à prendre si les moyens pacifiques venaient à échouer.

Je suis sûr que tous les Canadiens sont aussi fermement désireux que moi de voir couronner de succès les nobles efforts du gouvernement britannique en faveur de la paix.

Le 27 septembre, veille de l'ouverture du parlement britannique, M. Chamberlain prononça un discours à la radio. Il nous fut donné d'entendre sa voix et de lire un compte rendu détaillé de son allocution dans les journaux de cette ville, au début de l'après-midi. Voici ce que déclara le premier ministre au cours de ses remarques:

Quelle que puisse être notre sympathie envers une petite nation qui en voit une autre, plus grande et plus puissante, se dresser devant elle, nous ne pouvons, de ce simple fait, lancer l'Empire britannique tout entier dans une guerre.

Les raisons qui nous obligeront à combattre devront être beaucoup plus importantes que celle-là.

Je suis moi-même pacifique jusqu'au plus profond de mon être. Les conflits armés entre les nations sont pour moi des cauchemars.

Toutefois, si j'étais convaincu qu'une nation est décidée à dominer le monde par la force, j'estimerai qu'il est de notre devoir de lui résister.

Je suis d'avis que sans liberté la vie n'en vaut pas la peine; cependant, la guerre est une chose épouvantable et avant de nous y lancer, nous devons avoir la certitude que les intérêts en jeu sont réellement très importants, et que nous sommes justifiables de tout risquer afin de les défendre.

A la suite d'une séance de notre Cabinet, tenue le même après-midi, et à laquelle nous avons devant nous les paroles prononcées par M. Chamberlain, je remis aux représentants des journaux la déclaration suivante:

Le Gouvernement canadien ne cesse de suivre d'aussi près que possible les graves événements qui se déroulent en Europe.

Le Gouvernement se prépare à toute éventualité et il se dispose à convoquer le Parlement sans délai, au cas où les efforts poursuivis pour sauvegarder la paix européenne échoueraient.

Il est de la première importance que notre nation reste unie, et à cette fin, nous devons tâcher, dans toutes nos paroles et dans tous nos gestes, de ne susciter aucune controverse ou aucune scission de nature à rendre beaucoup plus difficile la tâche du Parlement, lorsqu'il s'agira pour lui de prendre des décisions efficaces et concertées.

Le Gouvernement approuve sans réserve les paroles adressées aujourd'hui au monde entier par M. Chamberlain.

Je suis tout à fait assuré que la grande majorité des Canadiens approuveront alors ces déclarations. Les faits portés plus tard à la connaissance du public, concernant la politique et l'attitude adoptées par les pays intéressés, démontreront clairement le bien-fondé de ces déclarations. Toutefois, dans certains milieux canadiens, on réclame avec instance le recours aux ultimatums déterminés, aux déclarations à l'effet que le Canada était prêt à combattre pour la démocratie et la Tchécoslovaquie, et qu'à cette fin il appuierait la Grande-Bretagne sans réserve; on voulait également que le Canada s'engageât à cet égard, comme le faisait, prétendait-on, d'autres dominions. J'indiquerai dans quelques instants le concours exact que promet le gouvernement de chacun des autres dominions.

Il est facile maintenant de constater combien ces critiques n'étaient pas fondées. Leurs auteurs ne saisissaient pas du tout la vraie situation. Et certaines des plus insistantes demandes en faveur d'une alliance franco-britannique, afin de défendre la Tchécoslovaquie, furent formulées le jour même où, dans le but d'éviter toute effusion de sang, les gouvernements de France et de Grande-Bretagne faisaient ce que lord Halifax a appelé une "forte pression", auprès du gouvernement tchécoslovaque, pour le persuader de céder aux Allemands la région des Sudètes.

Il est essentiel d'analyser objectivement la nature des négociations et des tractations auxquelles se livrait le gouvernement anglais, et à la lumière desquelles le Gouvernement d'Ottawa devrait décider, à l'occasion, s'il pouvait intervenir avec quelque utilité par voie de déclarations publiques ou autrement. M. Chamberlain a exposé avec une grande netteté la nature des actes du gouvernement anglais, le 28 septembre après-midi, dans son discours à la Chambre des communes, le dernier qu'il ait prononcé avant son envolée à destination de Munich, le lendemain matin. Ayant rappelé qu'au mois de juillet les négociations entre le gouvernement tchécoslovaque et les Allemands des Sudètes avaient abouti à une impasse, et que la crainte se manifestait déjà que, si l'on ne réussissait pas